

ARRÊTÉ N° 2022_366

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE DE LA PHASE 2 DE L'ÉTABLISSEMENT « AMNA » SIS 23 BOULEVARD JEAN JAURÈS A SAINT-OUEN ET GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION EMPREINTES SISE 1 RUE SAINT-CLAUDE À PONTAULT-COMBAULT (SEINE-ET-MARNE), EXERCICE 2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatif à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312.1 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la loi n° 86.17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2021-651 du 2 septembre 2021 donnant délégation de signature à M. Benjamin Voisin, directeur général adjoint des services du Département ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n°2019-143 du 1^{er} avril 2019 autorisant la création d'un établissement « AMNA » pour les mineurs non accompagnés et jeunes majeurs isolés sous contrat géré par l'association Empreintes sise 1 rue Saint Claude, 77340 Pontault-Combault ;

Vu la convention du 20 décembre 2019 relative au service d'accueil « AMNA Phase II » et géré par l'association Empreintes ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2022 transmises le 29 octobre 2021 par l'association Empreintes ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2022 transmise le 30 septembre 2022 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - Pour l'exercice 2022, les dépenses et recettes prévisionnelles de la phase 2 de l'établissement « AMNA » géré par l'association Empreintes sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	Montant en €	Total en €
DÉPENSES	GROUPE I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 732,00	346 386,00
	GROUPE II : Dépenses afférentes au personnel	115 621,00	
	GROUPE III : Dépenses afférentes à la structure	210 033,00	
RECETTES	GROUPE I : Produits de la tarification	328 484,93	340 484,93
	GROUPE II : Autres produits relatifs à l'exploitation	12 000,00	
	GROUPE III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

ARTICLE 2. - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés avec la reprise de résultat suivante :

- Compte 11510 pour un montant de 5 901,07 €.

ARTICLE 3. - Pour l'exercice budgétaire 2022, le prix de journée de la phase 2 de l'établissement « AMNA » sis 23 boulevard Jean Jaurès à Saint-Ouen (93400), géré par l'association Empreintes et dont le n°SIRET est le 334 669 025 00101, est arrêté à 45 €.

Le prix de journée applicable du 1^{er} septembre au 31 décembre 2022 est fixé à 45 €.

En application du IV bis de l'article L.314-7 du Code de l'action sociale et des familles, il est calculé en prenant en compte les produits prévisionnels facturés sur la base de l'exercice précédent entre le 1^{er} janvier et la date d'effet du présent arrêté.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2023 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le tarif applicable à compter du **1^{er} janvier 2023 est de 45 €.**

ARTICLE 4. - Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour l'exercice en cours :

- versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour l'année N
- régularisées en deux fois :
 - (1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N,

(2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année N. En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2023 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le douzième mensuel à compter du **1^{er} janvier 2023 est de 27 373,74 €** (produits de la tarification/12).

ARTICLE 5. - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Ile-de-France sis : TITSS Conseil d'Etat 1 place du Palais-Royal, 75100 Paris Cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6. - Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 7. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le